ARRET
N°022/25/1C-P1/
CACP/
CA-COM-C
DU 14 MAI 2025

RÔLE GENERAL
BJ/CA-COM-
C/2024/1274

Coopérative de
Développement
Agricole Nougnon
(CDA)

Nicolas Ahoton TOUKO

(Me Jeffrey R.
GOUHIZOUN)

C/

Association sans but
lucratif de droit
béninois EFESIA
BENIN

Association sans but
lucratif de droit belge
EFESIA BELGIUM

(Me Elie N.
VLAVONOU-
KPONOU)

REPUBLIQUE DU BENIN
COUR D'APPEL DE COMMERCE DE COTONOU
1^{ERE} CHAMBRE DU POLE 1
CHAMBRE DES APPELS ET DE LA CONFERENCE
PREPARATOIRE

PRESIDENT : **William KODJOH-KPAKPASSOU**

CONSEILLERS CONSULAIRES : **Éric ASSOGBA et Cyprien TOZO**

MINISTERE PUBLIC: **Christian ADJAKAS**

GREFFIER D'AUDIENCE: **Maître Moutiath Anikè SALIFOU BALOGOUN**

DEBATS : Le 04 décembre 2024

MODE DE SAISINE DE LA COUR : Acte d'appel avec assignation comportant remise de pièces du 25 juillet 2024 de Maître Augustin Codjo ADANDJEKPO, Huissier de Justice près la Cour d'Appel de Cotonou et le Tribunal de Première Instance de Première Classe de Porto-Novo.

DECISION ATTAQUEE : Jugement ADD N° 066/2024/CJ2/S2/TCC rendu le 11 juillet 2024 par le Tribunal de Commerce de Cotonou.

ARRET : Arrêt contradictoire, en matière commerciale, en appel et en dernier ressort prononcé publiquement à l'audience du 14 mai 2025.

LES PARTIES EN CAUSE

APPELANTS :

- **Coopérative de Développement Agricole Nougnon (CDA)**, ayant son siège au village de Sikècodji, Arrondissement d'Akpadanou, dans la Commune d'Adjohoun, département de l'Ouémé, reprise sous le numéro d'immatriculation 05-03-01-2016-022 du 22 juin 2016, Téléphone : 01 97 61 89 84, agissant aux poursuites et diligences de son

représentant légal, Monsieur Nicolas Ahoton TOUKO de nationalité béninoise, demeurant et domicilié ès-qualités au siège de ladite société ;

- **Nicolas Ahoton TOUKO**, Représentant légal de la Coopérative de Développement Agricole (CDA), de nationalité béninoise, demeurant et domicilié au village de Sèkodji, arrondissement d'Akpadanou, Commune d'Adjohoun ;

Assistés de **Maître Jeffrey R. GOUHIZOUN, Avocat au Barreau du Bénin ;**

D'UNE PART

INTIMEES :

- **Association sans but lucratif de droit béninois, EFESIA BENIN**, dont le siège est sis au 2ème arrondissement, quartier Tchaounkpamè, carré 717, Commune de Cotonou et reprise sous le numéro d'identification fiscal unique 6201910525226, prise en la personne de son représentant légal, Monsieur Emile KEKELE, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié ès-qualité audit siege ;
- **Association sans but lucratif de droit belge, EFESIA BELGIUM**, dont le siège est sis I040 Bruxelles (Belgique), Avenue Edmond Mesens 9 et reprise à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0650.813.778, prise en la personne de son représentant légal, Monsieur Christian SCHENNEN, de nationalité belge, demeurant et domicilié ès-qualités audit siege ;

Assistées de **Maître Elie N. VLAVONOU-KPONOU, Avocat au Barreau du Bénin ;**

D'AUTRE PART

LA COUR

Vu les pièces de la procédure ;

Ouïe les parties en leurs moyens et conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Par le jugement avant-dire-droit n° 066/2024/CJ2/S2/TCC rendu le 11 juillet 2024, le tribunal de commerce de Cotonou a statué comme ci-après, dans un contentieux entre d'une part, la Coopérative de Développement Agricole NOUGNON (CDA) représentée par Nicolas Ahoton TOUKO, d'autre part l'association EFESIA BENIN et l'association EFESIA BELGIUM :

« Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale par jugement avant-dire droit et en premier ressort :

Déclare irrecevable pour tardiveté, l'exception de caution judicatum solvi soulevée par la Coopérative de Développement Agricole NOUGNON (CDA) et Ahoton Nicolas TOUKO à l'encontre de l'association EFESIA BELGIUM ;

Renvoie la cause au 25 juillet 2024 pour plaidoirie au fond et pour production par les conseils des statuts de la Coopérative de Développement Agricole NOUGNON (CDA), l'association EFESIA BELGIUM et l'association EFESIA BENIN » ;

La Coopérative de Développement Agricole NOUGNON et Nicolas Ahoton TOUKO ont relevé appel de cette décision par exploit du 25 juillet 2024 et attrait les associations EFESIA BENIN et EFESIA BELGIUM devant la Cour ;

Ils demandent à la Cour :

- d'infirmer le jugement querellé, de statuer à nouveau, en ordonnant la consignation par l'association EFESIA BELGIUM, à la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin, de la somme de dix millions de (10.000.000) FCFA à titre de caution judicatum solvi ;

Dans les conclusions en date du 13 décembre 2024 versées au dossier par leur Conseil, les appelants ont confirmé lesdites prétentions ;

En réplique, les intimées sollicitent la confirmation du jugement attaqué ;

Il y a lieu de statuer d'office sur la recevabilité de l'appel contre le

jugement susdit ;

SUR LA RECEVABILITÉ DE L'APPEL

Attendu qu'aux termes de l'article 621 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes, la Cour d'appel saisie doit, dès la première audience, statuer sur la recevabilité de l'appel ;

Que l'article 624 dudit code énonce que « *les jugements qui tranchent dans leur dispositif une partie du principal et ordonnent une mesure d'instruction ou une mesure provisoire peuvent être immédiatement frappés d'appel comme les jugements qui tranchent tout le principal.*

Il en est de même lorsque le jugement qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir ou tout autre incident met fin à l'instance » ;

Qu'en outre, l'article 625 dudit code énonce que « *les autres jugements ne peuvent être frappés d'appel indépendamment des jugements sur le fond, que dans les cas spécifiés par la loi* » ;

Attendu qu'en l'espèce, la Coopérative de Développement Agricole NOUGNON et Nicolas Ahoton TOUKO ont relevé appel du jugement avant-dire-droit n° 066/2024/CJ2/S2/TCC rendu le 11 juillet 2024 par le tribunal de commerce de Cotonou, lequel a statué exclusivement sur l'exception de caution judicatum solvi dont le règlement ne met pas fin à l'instance ;

Que suivant les dispositions processuelles susvisées, le jugement qui statue sur une exception de procédure, sans mettre fin à l'instance, n'est pas susceptible d'appel immédiat ;

Qu'il convient donc de statuer d'office sur la recevabilité du recours et, de prononcer l'irrecevabilité de l'appel ;

Attendu que les appelants ayant succombé seront condamnés aux dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, en appel et en dernier ressort ;

Déclare irrecevable l'appel formé par la Coopérative de Développement Agricole NOUGNON et Nicolas Ahoton TOUKO contre

le jugement avant-dire-droit n° 066/2024/CJ2/S2/TCC rendu le 11 juillet 2024 par le tribunal de commerce de Cotonou;

Condamne les appelants aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT